



L'impact électoral de la pression migratoire

Récemment publiés

- » N°163 : Un vote confessionnel lors des législatives ?
- » N°162 : Permanences et bouleversements de la géographie électorale parisienne
- » N°161 : Les enclaves aisées : points d'appui du vote Macron dans la France périphérique
- » N°160 : Reports du second tour : quelles lignes de clivage dans les électorats Mélenchon et Fillon ?
- » N°159 : Géographie et sociologie du vote Macron : un négatif du vote FN
- » N°158 : Quelle réforme institutionnelle pour les Français ?
- » N°157 : Les quatre France : La carte du candidat arrivée en tête
- » N°156 : Pour qui vont voter les chômeurs ?
- » N°155 : Jean Lassalle : le candidat de la ruralité
- » N°154 : Un noyau dur toujours mobilisé mais de nombreux soutiens manquent à l'appel : ce que nous révèlent les parrainages pour François Fillon
- » N°153 : Radiographie des votes ouvriers.
- » N°152 : Les chasseurs : un électorat très courtisé.
- » N°151 : 2012-2017 : une radicalisation du vote des membres des forces de sécurité.
- » N°150 : Colonisation de l'Algérie : des mémoires toujours à vif.
- » N°149 : Emmanuel Macron : forces et faiblesses d'un électorat composite.
- » N°148 : Le vote Macron : sociologie d'un électorat en cours de cristallisation.
- » N°147 : Régionales 2015 en Ile-de-France et primaire de la droite en 2016 : l'échec de la stratégie Terra Nova.
- » N°146 : Régionales de 2015 en Corse : victoire nationaliste et survivance du clanisme.

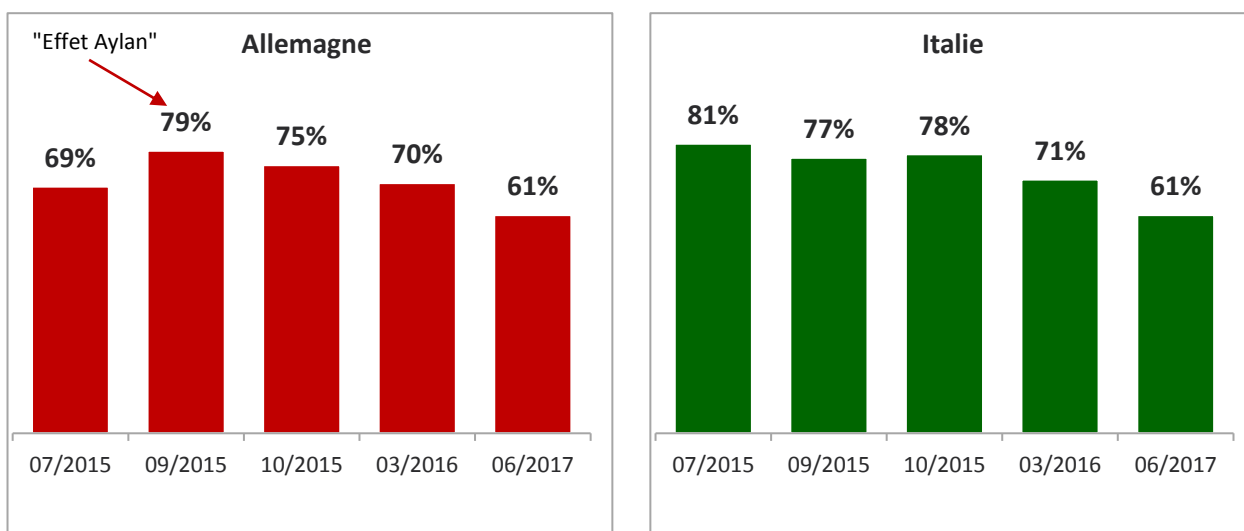
» Si l'accord entre Merkel et Erdogan intervenu l'année dernière a permis de tarir quasiment la totalité des passages de migrants entre les côtes turques et les îles grecques, les flux transitant par la route maritime de Méditerranée centrale sont en forte augmentation. Depuis le début de l'année, ce ne sont pas moins de 85 000 personnes qui ont débarqué dans le sud de l'Italie, le chiffre des arrivées ayant cru de 18% par rapport à la même période en 2016. Notre voisin, qui a accueilli 181 000 migrants l'année dernière, demande instamment de l'aide à ses partenaires européens car ses structures d'accueil sont totalement submergées.

Comme tous les étés depuis 2014 maintenant, le retour des beaux jours facilitant les conditions de navigation en Méditerranée, la question lancinante des migrants revient dans le cœur de l'actualité européenne et nationale avec ses chiffres de noyés (au moins 2200 personnes ont péri en mer depuis le début de l'année selon les ONG et la Commission européenne), ses tensions aux frontières (avec des contrôles drastiques à la frontière franco-italienne à Vintimille et italo-autrichienne au col du Brenner) et ses réunions de crise entre ministres européens. En France, le sujet s'est également invité une nouvelle fois au cœur de l'actualité avec l'évacuation le 7 juillet au matin par les forces de l'ordre de plus de 2500 migrants qui stationnaient aux abords du centre humanitaire ouvert en novembre dernier, Porte de la Chapelle à Paris par la Municipalité, cette évacuation étant la 34^{ème} menée à Paris depuis juin 2015.

1- Un raidissement sur l'accueil dans différents pays européens

Dans ce contexte, le récent sondage de l'Ifop réalisé en France, en Allemagne et en Italie¹, témoigne d'un nouveau raidissement de l'opinion publique en Allemagne et en Italie. 61% des Allemands se disent ainsi favorables à ce que les migrants soient répartis dans les différents pays d'Europe et à ce que l'Allemagne en accueille une partie. Ce chiffre s'inscrit en nette baisse depuis deux ans avec un recul de 18 points sur cette période après une progression significative entre juillet et septembre 2015 (+10 points) consécutivement à l'émoi suscité par la publication des photos du petit Aylan, cet enfant kurde mort noyé sur une plage et dont la photo avait ému une large partie des européens.

L'adhésion à l'accueil et la répartition des migrants en Allemagne et en Italie



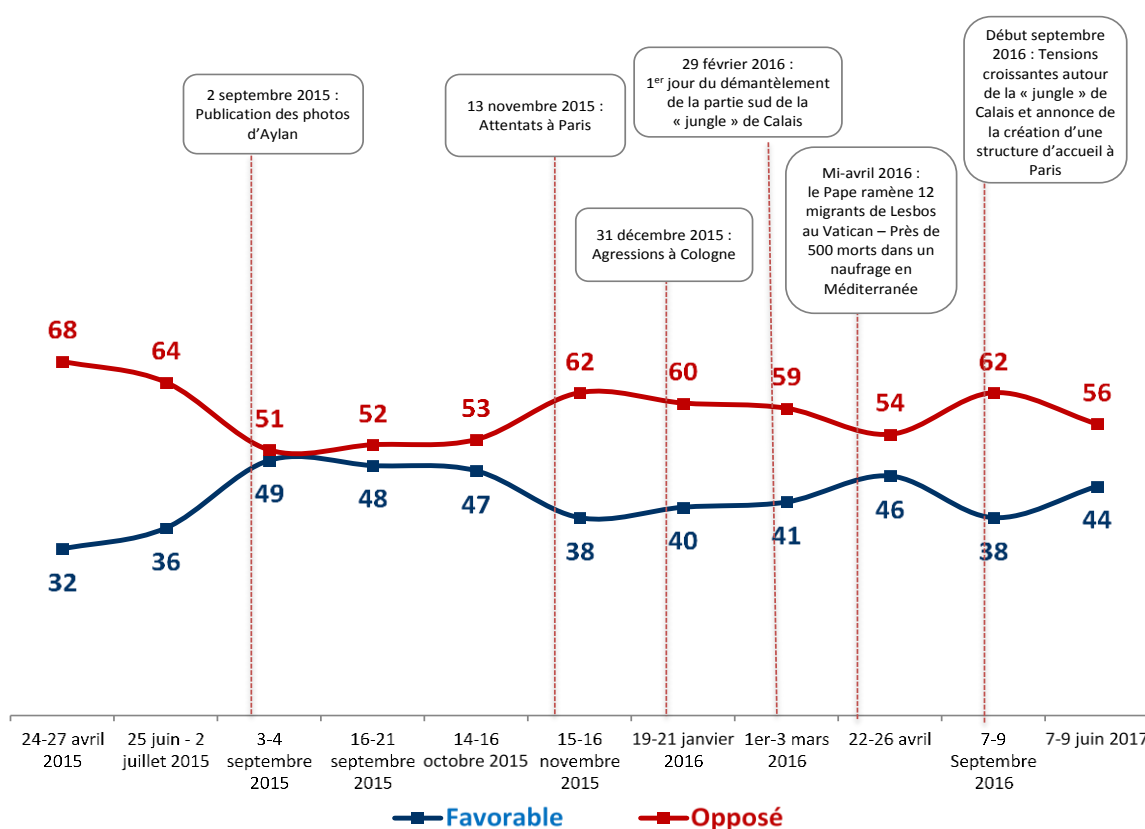
L'effet Aylan ne s'était pas manifesté dans l'opinion publique italienne, hélas exposée depuis plusieurs années à de telles images et au récit de naufrages dramatiques sur ses côtes. Les résultats étaient demeurés stables depuis 2015 mais l'on enregistre pour la première fois cette année également un net décrochage comme le montre le graphique ci-dessus. Ce raidissement de l'opinion publique italienne s'est traduit dans les urnes.

¹ Sondage Ifop pour *Atlantico.fr* réalisé par internet du 6 au 9 juin 2017 auprès d'un échantillon national représentatif de 800 personnes par pays.

Lors des élections municipales partielles qui ont eu lieu début juin, la très grande majorité des maires qui avaient adhéré au programme gouvernemental de répartition des réfugiés sur le territoire ont été sèchement désavoués par leurs électeurs².

En France, le niveau d'adhésion, bien qu'en hausse, demeure minoritaire à 44%. Il convient à ce stade de préciser que les Allemands et les Italiens, nations ayant accueilli et de loin le plus grand nombre de migrants, entendent manifestement d'abord dans la question posée la dimension répartition des migrants dans les différents pays alors que nos compatriotes, vivant dans un pays ayant nettement moins ouvert ses portes répondent à cette question en ayant d'abord à l'esprit l'aspect accueil en France de migrants supplémentaires. Cette divergence de situation explique sans doute en bonne partie l'écart important entre les résultats.

L'adhésion à l'accueil des migrants dans les différents pays d'Europe et en France



Plusieurs mois après la fermeture de la jungle de Calais, l'attention du grand public semble un peu moins forte sur le sujet. Mais la multiplication des incidents ayant eu lieu ces dernières semaines sur place marquant le retour à Calais de plusieurs centaines de migrants pourrait contribuer à tendre le climat. Le 20 juin un conducteur Polonais décédait dans un accident occasionné par un barrage érigé sur l'autoroute à proximité de Calais par des migrants³ voulant bloquer le trafic pour s'introduire dans les poids lourds en route vers la Grande-Bretagne. Dix jours plus tard, le 1^{er} juillet, une rixe éclatait, opposant une centaine d'Érythréens et d'Éthiopiens⁴. Dans ce contexte de pression croissante, le nouveau ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb,

² Cf « Réfugiés. Le SOS de l'Italie à l'Europe » in Libération 06/072017.

³ Sur les 9 migrants interpellés, 2 Afghans majeurs et 2 Érythréens mineurs ont été mis en examen pour homicide involontaire.

⁴ Érythréens et Éthiopiens transitent presque exclusivement par la Libye et l'Italie.

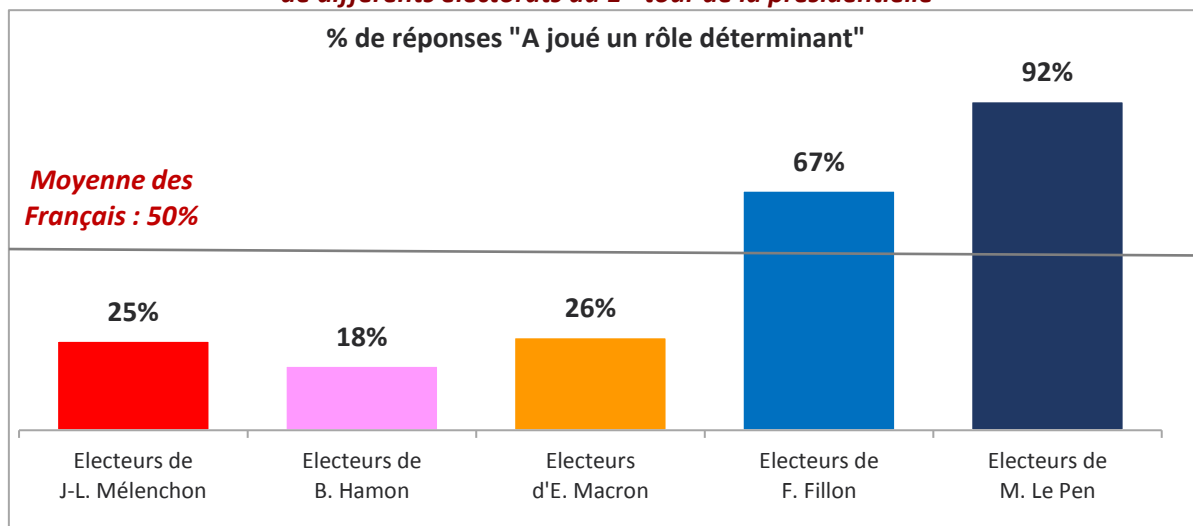
s'est rendu à Calais pour annoncer des renforts de police et tenir un discours de fermeté en s'opposant à la réouverture d'une structure d'accueil pour éviter le phénomène d'appel d'air.

2- En France, l'électorat frontiste demeure extrêmement polarisé sur l'enjeu migratoire

Alors que la thématique de la crise migratoire est de nouveau en train de regagner en intensité dans l'actualité internationale, Gérard Collomb entend ainsi donner des gages à l'opinion en démontrant que le nouveau gouvernement n'est pas impuissant et qu'il agit sur ce dossier.

La question des migrants n'a certes pas été au cœur de la campagne présidentielle et législatives (alors qu'elle le fut lors des régionales en décembre 2015), mais ce sujet a quand même pesé significativement dans le vote des Français au printemps. 50% d'entre eux ont ainsi indiqué que la lutte contre l'immigration clandestine avait joué un rôle déterminant dans leur vote⁵.

L'impact de la lutte contre l'immigration clandestine dans le choix électoral de différents électors au 1^{er} tour de la présidentielle



Il ne s'agit que d'une moyenne car comme le montre le graphique ci-dessus, la sensibilité à cette thématique varie très sensiblement selon les électors. On constate que les scores observés sont très faibles dans les électors de gauche et macronien, dans lesquels cette thématique se classe en dernière position sur une liste de 14 items testés. Le paysage est radicalement différent à droite. 92% des électeurs de Marine Le Pen au premier tour ont indiqué que la lutte contre l'immigration clandestine avait joué un rôle déterminant dans leur choix électoral, ce sujet arrivant en seconde position (à seulement un point d'écart de la lutte contre le terrorisme, thématique intimement liée à la précédente dans l'esprit de ces électeurs) dans la hiérarchie de leurs préoccupations. On le voit, en dépit du débat sur le virage social-étatiste du programme frontiste, l'immigration constitue encore et toujours, le ressort premier du vote FN. L'électorat filloniste était également très sensibilisé sur cette question (placée en 4^{ème} position dans la liste de ses priorités) mais avec une intensité moindre, 67% de citations, que dans les rangs frontistes.

⁵ Sondage Ifop-Fiducial pour *Paris-Match*, *CNews* et *Sud-Radio* réalisé par internet le 23 avril auprès d'un échantillon national représentatif de 3668 personnes inscrites sur les listes électorales.

3- Une poussée significative du vote FN dans les territoires confrontés à une forte pression migratoire...

A l'occasion de la montée en puissance de la crise des migrants depuis 2015, différentes portions du territoire national ont été soumises à une très forte pression migratoire ces derniers mois ou années. On peut dès lors s'interroger sur l'impact électoral et plus précisément sur l'évolution du niveau du vote FN (dont on a vu que l'électorat était extrêmement sensible à cette thématique) que cette situation particulière a engendré localement.

L'est du département des Alpes-Maritimes, à la frontière italienne est de ce point de vue un cas emblématique. De nombreux migrants arrivés sur les côtes du sud de l'Italie remontent toute la péninsule et se concentrent à Vintimille avant d'essayer de passer en France pour gagner ensuite la Grande-Bretagne ou les pays d'Europe du Nord. Les contrôles à la frontière ont été considérablement renforcés mais des migrants tentent quotidiennement de passer soit en prenant le train soit même en empruntant des sentiers de montagne. La situation n'est certes pas comparable à celle qui a prévalu à Calais mais le climat a incontestablement changé et la question de la maîtrise des flux migratoires est désormais beaucoup plus présente dans les esprits localement ce qui s'est traduit dans les urnes. Alors qu'à l'échelle de l'ensemble du département des Alpes-Maritimes, Marine Le Pen voyait son score s'éroder de 2,1 points entre 2012 et 2017, dans la plupart des communes concernées, la hausse était sensible (de 7 à 12 points).

2012- 2017 : Evolution du vote Le Pen à proximité de la frontière italienne dans les Alpes-Maritimes

Communes	% M. Le Pen 1 ^{er} tour 2012	% M. Le Pen 1 ^{er} tour 2017	<i>Evolution</i>
Communes frontalières			
Menton	25,7%	32,5%	+ 6,8 pts
Castellar	23%	34%	+11 pts
Communes proches de la frontière			
Castillon	33%	44,6%	+ 11,6 pts
Sainte-Agnès	30,8%	40,7%	+ 9,9 pts
Lucéram	30,1%	38,4%	+ 8,3 pts
Peille	29,9%	37,9%	+ 8 pts
Alpes-Maritimes	23,5%	21,4%	-2,1 pts

Comme on peut le voir sur le tableau ci-dessus, cette poussée s'est opérée à la fois dans les communes frontalières (Menton et Castellar) mais également dans des communes situées en retrait. Face au renforcement du dispositif policier à Menton et sur la côte, les migrants et les passeurs utilisent également des itinéraires de montagne plus détournés passant par la vallée de la Roya. Dans plusieurs des communes de cette vallée, la hausse du vote frontiste a également été significative comme à Fontan (37%, +10,3 points), Tende (30,3%, + 7,6 points) ou Sospel située à la frontière (34,2%, + 7,4 points). Tous les villages n'ont pas pour autant été concernés par cette hausse car il existe également une tradition de gauche ancrée localement et des réseaux de soutiens aux migrants se sont organisés, autour notamment de la figure du paysan militant pro-migrants, Cédric Herrou. La hausse a ainsi été inférieure à 3 points à Breil-sur-Roya, à Saorge et à La Brique.

A l'autre extrémité du territoire national, Calais est le point d'aboutissement de nombreuses routes migratoires et le point de passage obligé pour la Grande-Bretagne. De par ce statut particulier, Calais et toute

la région ont subi ces dernières années une pression migratoire très importante avec le développement hors de contrôle puis le démantèlement de la fameuse « jungle » à la périphérie de la ville, mais aussi son lot d'affrontements avec les forces de l'ordre et le développement d'une petite délinquance de survie⁶. Après la destruction par les autorités de cet immense campement, un autre camp à Grande-Synthe, ouvert par la municipalité de cette ville et Médecins du Monde, verra sa population croître très rapidement avant qu'à l'issue d'une rixe entre communautés, un incendie ne se déclenche et ne détruise l'intégralité des baraquements à quelques jours du premier tour de la présidentielle.

Or, dans le Calaisis comme à la frontière italienne, la progression de Marine Le Pen entre 2012 et 2017 sera portée par ce contexte particulier : +8,4 points à Grande-Synthe, +11,2 à Marck, +11,5 à Calais et +14,8 à Fréthun, commune où se situe l'entrée du tunnel sous la Manche. Avec 57,4% au second tour, Calais sera la grande ville de France à accorder son meilleur score à la candidate frontiste.

De l'autre côté de la Manche, la circonscription de Douvres, porte d'entrée en Grande-Bretagne et objectif des migrants, fut l'une de celles où le « Leave » atteignit le plus haut niveau avec 62,2% contre 53,4% en moyenne pour l'Angleterre lors du référendum sur le Brexit. La circonscription voisine de Shepway vota également à 62,2% en faveur du Brexit. Ici aussi, la question migratoire pesa de tout son poids dans les urnes.

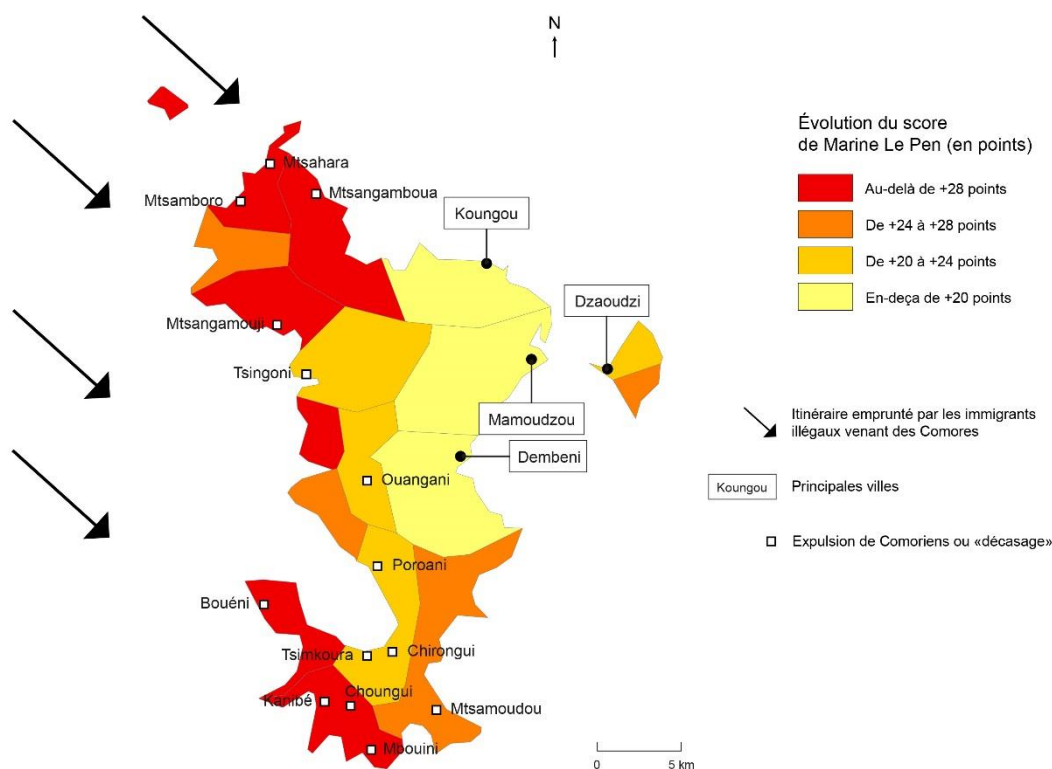
Mais la métropole n'a pas le monopole de l'immigration clandestine. Certains territoires périphériques sont également concernés au premier chef. Ainsi, Mayotte, déjà historiquement concernée par l'arrivée massive d'immigrants clandestins venant des îles voisines de l'archipel des Comores dont l'île d'Anjouan, subit-elle une pression migratoire redoublée depuis qu'elle est devenue le 101^{ème} département français en 2011 (ce changement de statut ouvrant droit au RSA pour les résidents de l'île). Mayotte est aujourd'hui le département qui compte la plus grande proportion d'étrangers, devant la Guyane, ce qui rend la situation sociale explosive. Lors du 1^{er} semestre 2016, Mayotte a ainsi été le théâtre d'une grève générale qui a paralysé l'île pendant plusieurs semaines mais surtout de nombreuses violences⁷. Confrontés à une pression migratoire grandissante et à une délinquance en forte croissance, des collectifs villageois ont procédé à des expulsions *manu militari* de Comoriens, parfois en situation régulière, vivant sur leurs communes dans un habitat précaire (surnommé « case »), détruit à cette occasion. Ces opérations de « décasages » se sont déroulées sur la côte ouest de Mayotte, versant de l'île où Marine Le Pen enregistre ses plus spectaculaires progressions entre la présidentielle de 2012 et celle de 2017. La candidate frontiste, dont le score sur l'île a littéralement explosé, passant de 2,8 % des suffrages en 2012 à 27,2 % de 2017, progressant ainsi de près de 25 points, a terminé seconde derrière François Fillon. Cette poussée inégalée ailleurs en France a fait l'effet d'un tremblement de terre et c'est sur la côte ouest que la hausse a été la plus massive. Cette côte au vent, où débarquent les kwassa-kwassas, empruntés par les Comoriens au péril de leur vie, est nettement moins urbanisée que la côte est qui abrite les principales villes et administrations du département. Il semble bien que la pression foncière sur ces terres agricoles ait alimenté tant la série d'expulsions du 1^{er} trimestre 2016 que le vote en faveur de Marine Le Pen au 1^{er} tour de l'élection présidentielle 2017 avec des hausses dépassant souvent les 28 points

⁶ Voir à ce sujet par exemple « Calais : miroir français de la crise migratoire européenne », J. Fourquet et S. Manternach, Note de la Fondapol, Mars 2017

⁷ En plus des affrontements violents entre bandes rivales, des barrages sauvages et du racket sur les automobilistes, des chasses aux blancs (n'zungus) ont été recensées.

alors qu'elle n'a pas atteint les 20 points sur la côte est. Les positions de cette dernière quant aux questions migratoires et sa dénonciation du laxisme supposé des autorités, en métropole comme dans les outre-mers, ont manifestement trouvé un écho favorable auprès de la population mahoraise.

L'évolution du score de Marine Le Pen entre le 1^{er} tour de la présidentielle 2012 et le 1^{er} tour de la présidentielle 2017



Dans un contexte géographique et ethnique très différent du Calais ou encore de la région de Menton et alors que l'essentiel des Mahorais sont musulmans, la question migratoire s'avère une nouvelle fois un facteur déterminant du vote Front national. Ce lien se vérifie également dans un territoire géographiquement et culturellement encore différent : Saint-Martin et Saint-Barthélemy aux Antilles. Dans ces petites îles, devant elles-aussi faire face à un afflux d'immigrants illégaux sur un territoire restreint, la candidate frontiste a également progressé significativement en doublant quasiment son score entre 2012 et 2017 en passant de 12,1% à 23,3%.

4- Mais pas d'impact avéré dans les communes ou des CAO ont été ouverts.

Consécutivement à la décision de fermer la jungle de Calais à l'automne 2016, plusieurs dizaines de Centres d'Accueil et d'Orientation (CAO) ont été ouverts un peu partout sur le territoire métropolitain pour accueillir et loger les migrants évacués de la jungle de Calais. Cette décision d'implanter ce type de structure, la plupart du temps dans des petites communes, a été prise sans concertation avec les municipalités et dans plusieurs endroits des manifestations de protestation plus ou moins violentes se produisirent.

Si, comme nous venons de le voir, les territoires soumis à une forte pression migratoire ont enregistré une poussée significative du vote frontiste entre 2012 et 2017, un tel effet n'est en revanche pas nettement perceptible dans les communes dans lesquelles des CAO ont été ouverts.

***L'évolution du score de Marine Le Pen entre 2012 et 2017 dans
certaines communes ou des CAO ont été ouverts***

Communes	Progression de M. Le Pen dans la commune	Progression de M. Le Pen dans le département
Les Islettes (Meuse)	+ 8,1 pts	+ 6,5 pts
Réalville (Tarn-et-Garonne)	+ 8,1 pts	+ 4,8 pts
Cerisy-la-forêt (Manche)	+ 6,9 pts	+ 3,9 pts
Balsièges (Lozère)	+ 6,4 pts	+ 2,6 pts
Argenton-sur-Creuse (Indre)	+ 5,8 pts	+ 4,8 pts
Aire-sur-Adour (Landes)	+ 5,2 pts	+ 4 pts
Saint-Beauzire (Haute-Loire)	+ 5,1 pts	+ 2,7 pts
Saint-Germain-sur-Ay (Manche)	+ 4,9 pts	+ 3,9 pts
Espéraza (Aude)	+ 4,7 pts	+ 5,4 pts
Villeblevin (Yonne)	+ 4,2 pts	+ 4,8 pts
Quillan (Aude)	+ 3 pts	+ 5,4 pts
Sainte-Suzanne (Mayenne)	+ 1,9 pt	+ 2,1 pts
Bellignat (Ain)	+ 1,5 pt	+ 4,3 pts
Peyrat-le-Château (Haute-Vienne)	+ 1,3 pt	+ 1,8 pts
Sarzeau (Morbihan)	+ 0,7 pt	+ 2,2 pts

Comme le montre le tableau suivant, recensant une série de cas que nous avons identifiés et retenus dans différentes régions françaises (de façon à avoir un panel diversifié), dans environ la moitié des cas, Marine Le Pen a plus progressé entre 2012 et 2017 dans la commune en question que dans le département de rattachement. Mais dans bon nombre de communes également, la progression a été moins marquée. Il n'y a donc pas de lien net et avéré, sachant de surcroît, que dans les cas où la hausse a été plus forte qu'au plan départemental, l'écart n'est pas très spectaculaire.

Il faut rappeler que même si les communes retenues sont souvent des villages ou des petites villes, le nombre de migrants hébergés ne dépasse pas quelques dizaines et qu'ils étaient encadrés. Il n'y a donc pas eu un effet de masse ou de submersion comme cela a pu être le cas à Calais ou comme on le constate à Mayotte. De plus, une partie des pensionnaires des CAO sont rapidement repartis.

Dans certaines communes, l'annonce de l'ouverture d'un CAO à l'automne dernier suscita néanmoins des réactions de rejet dans une partie de la population locale. Ainsi à Forges-les-Bains, dans l'Essonne, un bâtiment appartenant à la mairie de Paris et devant accueillir des migrants séjournant dans les campements parisiens, a fait l'objet d'un incendie manifestement volontaire. A Saint-Brévin-les-Pins, en Loire-Atlantique, un centre de vacances du comité d'entreprise d'EDF réquisitionné pour être transformé en CAO a été la cible de coups de feu après qu'une manifestation rassemblant plusieurs dizaines d'opposants eut été organisée quelques jours plus tôt. Un autre centre de vacances EDF, lui aussi destiné à accueillir des migrants essuya plusieurs coups de feu dans la nuit du 5 au 6 octobre 2016 à Saint-Hilaire du Rosier en Isère. Des manifestations ont également eu lieu 1^{er} octobre à Saint-Denis-de-Cabanne dans la Loire, manifestation à laquelle Nicolas Bay, un

des principaux bras de droit de Marine Le Pen prit part, mais aussi à Alex dans la Drôme, à Trégunc dans le Finistère ou à Louveciennes dans les Yvelines, où un millier de personnes se rassemblèrent le 2 octobre pour elles-aussi protester contre l'annonce de l'ouverture d'un CAO dans leur commune.

***L'évolution du score de Marine Le Pen entre 2012 et 2017
dans certaines communes ou des CAO ont été ouverts***

Communes	Progression de M. Le Pen dans la commune	Progression de M. Le Pen dans le département
Saint-Denis-de-Cabanne (Loire)	+ 4,9 pts	+ 2,6 pts
Saint-Hilaire du Rosier (Isère)	+ 4,3 pts	+ 3,3 pts
Forges-les-Bains (Essonne)	+ 3,5 pts	+ 1,2 pt
Saint-Brévin-les-Pins (Loire-Atlantique)	+ 2,3 pts	+ 1,5 pt
Alex (Drôme)	+ 2,3 pts	+ 2,9 pts
Trégunc (Finistère)	+ 1,7 pt	+ 1,9 pt
Louveciennes (Yvelines)	- 1,3 pt	+ 0,5 pt

Or, comme on peut le voir dans le tableau ci-dessus, le vote FN ne fut pas spectaculairement « dopé » dans ces communes en proie pourtant à des manifestations ou des exactions violentes quelques mois plus tôt à l'encontre de l'ouverture d'un CAO⁸. De la même façon, à Paris dans le 18^{ème} arrondissement, l'ouverture d'un centre d'hébergement Porte de La Chapelle ne s'est pas traduite à date par une poussée du vote frontiste dans le quartier, dont, par ailleurs, une part significative de la population est issue de l'immigration. Les bureaux de vote contigus de ce centre se caractérisent certes par un vote FN plus élevé que la moyenne de l'arrondissement et parisienne, mais on retrouve le même phénomène dans de nombreux bureaux situés en bordure du périphérique⁹, ce phénomène n'est donc pas lié à l'ouverture de ce centre par la Mairie de Paris.

Jérôme Fourquet – directeur du Département Opinion et Stratégie d'Entreprise de l'Ifop
Sylvain Manternach – géographe et cartographe

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

jerome.fourquet@ifop.com

Sylvain Manternach – Géographe et cartographe

sylvainmanternach@gmail.com

⁸ Dans le même ordre d'idées, des manifestations eurent lieu dans le village de Beaumont-en-Véron en Indre-et-Loire en septembre 2016 pour protester contre l'ouverture du premier centre de déradicalisation d'islamistes. Or le vote Le Pen entre 2012 et 2017 resta très contenu passant dans la commune de 14,8% à 18,5% soit une hausse de 3,7 points à comparer avec une progression de 3 points au plan départemental (de 16 à 19%)

⁹ Voir à ce sujet Ifop Focus n°162 *Permanences et bouleversements de la géographie électorale parisienne*, Mai 2017.